

Début de règne chaotique

Michel Corbeil

mcorbeil@lesoleil.com



MONTRÉAL — La toute première femme premier ministre, Pauline Marois, a commencé son règne à la tête d'un gouvernement faible, minoritaire, par une soirée chaotique.

Peu avant minuit, son discours a été interrompu brusquement par un incident dont la nature n'a pas encore été précisée au moment d'aller sous presse. Pendant un moment, l'ordre d'évacuer le Métropolis, à Montréal, lieu du grand rassemblement électoral du PQ, a été donné.

Au bout de quelques courtes minutes, la désormais chef du gouvernement est revenue compléter son allocution. Tout s'est fait «dans le calme. C'est à l'exemple d'une femme chef d'État».

Accompagné de son conjoint Claude Blanchet, Pauline Marois est arrivée tout sourire à la réunion qui se voulait une fête partisane. Elle s'est lentement frayé un chemin jusqu'à la tribune, fendant une foule partisane en liesse. Son entourage, lui, s'est montré soucieux tout au long de la soirée, devant ce qui apparaît comme une victoire teintée de déception.

La première ministre s'est adressée à ses partisans pour affirmer que, «ce soir, un nouvel épisode de notre histoire commence». Mais elle n'a précisé aucun des changements à venir.

Elle n'est revenue sur aucune de ses promesses électorales, y compris le retour du gel des droits de scolarité et l'abolition de la loi 78. Le gouvernement sans une majorité de députés à l'Assemblée nationale, «ce sont les Québécois qui ont fait ce choix. Nous allons respecter en gouvernant avec

les autres élus» de l'Assemblée nationale.

Sous quelques huées bien senties, elle a tenu à rassurer, en anglais, la communauté anglophone «que vos droits seront respectés». Nous partageons une histoire et un futur communs. Elle a promis à ses militants de poursuivre «l'ambition d'être un pays». C'est à ce moment qu'elle a été interrompue.

C'est peu après 21h30 que le réseau TVA a annoncé que le Parti québécois revenait au pouvoir, après une absence de neuf ans, mais sans une majorité de sièges à l'Assemblée nationale.

Au Métropolis, le millier de militants a bruyamment applaudi la nouvelle. Le comédien Yves Desgagnés a animé la soirée comme si de rien n'était, même si le scénario d'un gouvernement minoritaire est présenté comme un scénario du pire par les observateurs.

«On va gagner», ont entonné les partisans, sans tenir compte que M^{me} Marois sera contrainte de diriger avec moins de députés que le total des élus assis sur les bancs de l'opposition. Les stratèges de la formation, eux, regardaient avec un calme résigné.

En fin de campagne, Pauline Marois a affirmé se battre «de toutes ses forces» pour gouverner majoritairement. Elle a laissé entendre que cela l'empêcherait de remplir certaines promesses, y compris l'annulation de la hausse des droits de scolarité pour fréquenter l'université.

Son plus jeune député — et certainement un des plus populaires auprès des militants du PQ —, Léo Bureau-Blouin, élu dans Laval-des-Rapides, ne l'entend pas ainsi. L'ex-leader de la Fédération étudiante collégiale du Québec croit toujours que le Parti québécois fera du gel des droits de scolarité et de l'abolition de la loi 78 ses priorités.



La nouvelle première ministre du Québec, Pauline Marois, a été chaudement accueillie par les militants péquistes à son arrivée au Métropolis de Montréal hier soir. — PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

La soirée s'était pourtant ouverte sous de bons augures. À 20h01, le péquiste Nicolas Marceau a été le premier à être donné en avance, dans sa circonscription de Rousseau, dans Lanaudière.

COUPS AU CŒUR

Rapidement, les résultats ont commencé à débouler d'un peu partout dans la province, accordant le tiers des suffrages aux candidats péquistes et moins de 60 fauteuils au Salon bleu.

La soirée a été ponctuée de coups au cœur pour Pauline Marois. Surtout, c'est la défaite de Nicolas Girard, dans Gouin, qui aura attristé le leader du PQ qui a tenu, dans son discours, à déplorer sa défaite aux mains de la cochef de Québec solidaire, Françoise David.

Celle-ci a parlé du choix déchirant qui s'offrait aux électeurs de sa circonscription. Inusité, M^{me} David a eu droit à quelques applaudissements lorsqu'elle a pris la parole sur les écrans de télé. Elle a salué «le travail du député sortant».

«Ce soir, un nouvel épisode de notre histoire commence»

— Pauline Marois

La solidaire n'a pas manqué d'offrir «sa collaboration» à la première femme première ministre. Les deux sièges de Québec solidaire, avec celui d'Amir Khadir, dans Mercier, sont cependant insuffisants pour aussi offrir une majorité à Pauline Marois.

Une route de plus de 30 ans vers le sommet

MONTRÉAL — La route a été longue, dure, incertaine, plus de 30 ans de batailles politiques, de luttes intestines, de défaites crève-cœur. Mais, de peine et de misère, Pauline Marois touchera finalement les rives de son rêve : elle devient la première femme à diriger le gouvernement du Québec, un gouvernement à la merci de l'opposition.

Des péquistes d'influence lui prédisaient depuis longtemps, depuis une quinzaine d'années, ce fauteuil de première ministre qui a failli lui échapper.

Sur cette route vers un pouvoir toujours aussi élitif, elle-même a souvent douté d'y parvenir.

Elle croyait y avoir renoncé à tout jamais, après avoir perdu la course à la direction du Parti québécois (PQ), en 2006. Battue par André Boisclair, elle démissionne quelques mois plus tard. «Le cœur n'y est plus», déclare-t-elle à l'Assemblée nationale.

Il s'agit de sa troisième tentative infructueuse de se hisser à la tête du PQ. En 1985, la jeune députée, âgée de 36 ans, se lance dans la course pour succéder au charismatique fondateur René Lévesque. À la surprise des observateurs, elle termine deuxième, derrière Pierre Marc Johnson — et devant l'ambitieux ministre Bernard Landry.

En 2001, nouvel essai, pour succéder à Lucien Bouchard. Furieux, le clan Marois dénonce le fait que François Legault — devenu depuis fondateur de la Coalition avenir Québec — a renié un pacte vieux de quelques heures, où il devait l'appuyer. La course à la direction se transforme en couronnement de Bernard Landry.

UNE «FENÊTRE» POLITIQUE

En 2007, occupée à cultiver son jardin, à sa luxueuse résidence de L'Île-Bizard, une «fenêtre» politique s'ouvre miraculeusement avec la débâcle du PQ d'André Boisclair, à l'élection générale. Gilles Duceppe, le chef du Bloc

québécois, essaie de la prendre de vitesse. Mais elle rapplique. À son tour, elle prend les rênes de la formation souverainiste sans avoir à se mesurer à des adversaires.

Les marches gravies constituent un parcours impressionnant. Cette travailleuse sociale de formation occupe brièvement le poste d'attachée de presse du ministre des Finances Jacques Parizeau, en 1978. Elle revient comme chef de cabinet d'une ministre qui sera une alliée toute sa vie, Lise Payette, en 1979.

Elle fait son entrée au Salon bleu deux ans plus tard. René Lévesque la nomme à son cabinet. Battue en 1985, elle est de retour à

l'Assemblée nationale en 1989. Sous les gouvernements Lévesque, Parizeau, Bouchard et Landry, cette fille d'un milieu modeste — dont le père était mécanicien, dans ce qui est maintenant Lévis — aura dirigé 14 ministères, dont trois poids lourds, l'Éducation, la Santé et les Finances.

En cette journée du 4 septembre, comment se prépare-t-on à devenir la première femme premier ministre? lui demande une journaliste, à Beauport, devant le bureau de vote. «Ça fait 30 ans que je me prépare.» À 63 ans, il faudra réévaluer ses options. Et se demander combien de temps son étoile pourra briller. **Michel Corbeil**